

Éditorial

Nous vivons quand même une époque passionnante...

Nous vivons quand même une époque passionnante...

Une époque où émerge lentement la logique des balbutiements de ces trente dernières années ; une époque qu'exaspèrent les hésitations, les reniements, les incompréhensions, les calculs étriqués, les ambitions et les vues peureuses.

Deux séries de faits qui remontent loin dans le temps se rejoignent aujourd'hui.

D'une part, l'explosion scolaire qui a permis l'accès du plus grand nombre à l'enseignement secondaire. Effort quantitatif énorme conduit par la droite au nom de la nécessité, voulue par la gauche au nom de la démocratie. Triomphe de l'ambiguïté puisqu'il ne s'est agi dans le meilleur des cas, que d'égaliser les chances de s'insérer dans un système inégalitaire. Cette volonté de multiplier les réussites individuelles a conduit le système scolaire à ne rien modifier de ses valeurs, de ses méthodes, de ses objectifs. L'augmentation des réussites s'est heurtée à un système productif qui, retardant le moment de se transformer, a réagi à l'afflux en augmentant sa sélectivité. L'ambiguïté a débouché sur la contradiction.

D'autre part, la crise à l'échelle de la planète et qui ne doit rien à de mauvaises récoltes ou à l'épuisement des ressources. Crise qui marque la fin de l'équilibre hérité du 19^{ème} siècle entre pays riches et pays pauvres. Crise qui, s'appuyant sur des technologies révolutionnaires, met en cause les objectifs, les processus et les rapports de production, en même temps que les rapports sociaux qui en découlent. Crise dont tout le monde s'accorde aujourd'hui, pour des raisons multiples, de la gauche à la droite, du CNPF à la CGT, à dire qu'on ne pourra sortir qu'au prix d'une mutation profonde qui ne peut être abordée sans une élévation décisive du niveau de formation de toutes les forces productives.

Ces deux séries de faits dont la maturation distincte s'est faite sur les trente dernières années convergent donc pour créer une prise de conscience sur de nouvelles bases. L'éducation apparaît comme l'élément déterminant de la prochaine décennie. Non plus comme un service public offert aux individus pour qu'ils puissent accéder aux divers échelons d'un système social stabilisé mais comme l'ensemble des moyens qu'une société choisit de se donner pour réussir les transformations dont elle a impérativement besoin pour sa survie.

L'objectif s'est déplacé : la course à la réussite individuelle laisse la place aux nécessités de la promotion collective. La contradiction où s'était enfermé le concept de démocratisation se résout : l'égalisation des chances résultera de la réduction de l'écart entre les niveaux de formation et non de l'intention, toujours nécessairement déçue, de garantir à tous des possibilités équivalentes face à un système inégalitaire. La nature de la demande économique et technologique garantit que cette réduction des écarts se fera vers le haut et non par le nivellement que pouvait laisser craindre la désadaptation progressive de l'appareil éducatif aux besoins sociaux. Toutefois, il serait illusoire d'en attendre des effets automatiques sur la vie démocratique. Celle-ci ne pourra être garantie que par l'engagement accru et la vigilance de tous les intéressés.

Quand la formation redevient une question-clé, les regards se tournent vers le système scolaire. Mais plusieurs précautions sont nécessaires.

Le danger est grand de réduire l'effort d'éducation et de formation au seul monde scolaire, souvent même avec sa complicité. Le projet éducatif est un projet social qui met en jeu une multitude d'acteurs et d'institutions dans des voies définies par tous. C'est seulement à la lumière de cette ligne et de cette entreprise générales que peuvent se dessiner la spécificité, la complémentarité et la technicité d'une école. Dans l'autre sens, c'est l'impasse perpétuelle. De là, la formidable nécessité d'information, de transparence, de vérité, aussi bien dans l'institution que dans le corps social. Il s'agit moins d'ouvrir un débat que de donner d'abord les moyens de ce débat. Et les enseignants ont un rôle essentiel à jouer pour permettre à la communauté de mieux faire ses propres choix.

Il est urgent de rappeler que le système scolaire actuel a été dessiné, il y a cent ans, pour une autre logique et pour d'autres résultats que ceux rendus indispensables par la mutation présente. En cela, c'est vrai qu'à un siècle de distance, le ministère Jules Ferry et le ministère Chevènement sont confrontés aux mêmes problèmes. Mais l'évolution exclut qu'on lui apporte les mêmes réponses. Si le niveau moyen de formation générale des Français d'aujourd'hui reste voisin du certificat d'études, c'est que la nature des emplois dans le monde agricole, dans le monde industriel et commercial s'est accommodé, jusqu'à ces dernières années, d'une instruction rudimentaire pour la majorité et d'un niveau élevé pour une minorité que l'école a sélectionnée sur des critères pour lesquels elle était, le plus souvent, sans influence. Le prétendu échec scolaire dont on nous rebat les oreilles n'a aucune réalité et encore moins lorsqu'on nous la présente comme une bavure de l'école ou la marque de sa dégradation.

Contrairement à ce qu'on tente de faire croire pour fuir le vrai problème, ce n'est pas le fonctionnement qui est en cause, mais le projet lui-même. En d'autres termes, l'école n'a jamais fait aussi bien qu'aujourd'hui ce pour quoi elle a été conçue et le niveau global des résultats qu'elle obtient n'a cessé de s'élever. Mais le décalage n'a fait que croître avec les résultats qu'il est devenu vital d'obtenir. Nous sommes vraiment arrivés au point de rupture et à la nécessité de définir, collectivement, une autre école.

C'est pourquoi les exhortations présentes sont d'une cruelle ambiguïté. Car personne ne conteste pour les enseignants comme pour les chauffeurs de taxi ou les ministres, que le sérieux, le sens de l'effort et la compétence ne soient les conditions de toute action efficace. On peut même être assuré que des milliers d'enseignants, militants ou non des mouvements pédagogiques et des écoles expérimentales, continuent d'investir le meilleur d'eux-mêmes dans la transformation de l'école parce qu'ils font l'analyse que le sérieux, l'effort et la compétence conduisent à ne plus accepter, pour les problèmes d'aujourd'hui, les solutions d'hier. Tout propos qui tendrait à laisser croire que les difficultés actuelles proviennent de ceux qui veulent changer l'école et non de ce qu'ils veulent changer constitue une malhonnêteté intellectuelle et politique. Il ne sert à rien de réclamer "de l'école", pour reprendre un titre récent, il faut d'abord préciser quelle école ou, pour le moins, dans quelle direction on envisage sa transformation. L'école se perdrait à vouloir se survivre. On peut avoir la nostalgie des têtes penchées sur leur dictée, tandis que les bruits du village parviennent, à peine assourdis par le bourdonnement des abeilles dans les tilleuls de la place ; mais il faut savoir que cette nostalgie coûte cher. La poésie se nourrit du passé mais se vit au présent...

La lecture, encore elle !, est le meilleur exemple des enjeux, des incompréhensions et des espoirs. Combien d'efforts faudra-t-il encore déployer pour faire comprendre que le niveau actuel d'utilisation de l'écrit est le résultat d'un projet social qui ne se proposait pas de donner à tous une

réelle maîtrise de l'écrit dont il suffirait que 20 à 30% de la population soient dotés ? Combien de combats devra-t-on encore mener pour convaincre que l'école de l'alphabétisation a bien rempli sa fonction et qu'on attend aujourd'hui d'elle qu'elle devienne, avec le même sérieux, la même compétence et le même souci de l'avenir, l'école de la lecturisation ? Ce qu'elle ne pourra être qu'au prix d'une transformation radicale voulue et non subie.

Que de soupçons à lever !

Que de culpabilité à guérir !

Jean FOUCAMBERT